



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 27 OCTOBRE 1984

N° 273

ANTILLES : 2 F 50
FRANCE : 3 F 00

Editorial

S'OPPOSER A L'OFFENSIVE DU GOUVERNEMENT ET DES PA- TRONS.

Le 25 octobre, les syndicats de fonctionnaires ont appelé ceux-ci à 24 heures de grève en même temps que leurs camarades travaillant en France.

Mais à la situation qui en France provoque le mécontentement des fonctionnaires, (limitation à 3 % de l'augmentation des salaires,) les syndicats des DOM ont ajouté un motif supplémentaire. Ils veulent avertir le gouvernement qu'ils n'accepteront pas qu'on ampute leur salaire sous prétexte de faire disparaître des inégalités qui seraient créées par les 40 % de vie chère.

Les appels à la «solidarité» et la découverte subite de la part du gouvernement de sa vocation anti-privileges, sont tout simplement de l'hypocrisie.

Les travailleurs les plus mal payés, les chômeurs ne doivent pas faire même raisonnablement que le gouvernement et tomber dans cette démagogie. Ce qui est choquant et révoltant, ce n'est pas qu'une partie des fonctionnaires aient des salaires qui leurs permettent une vie décente ou relativement décente.

Il faut d'ailleurs observer qu'une grande partie des fonctionnaires n'ont pas de tels salaires, malgré les 40 %, compte tenu du coût réel de la vie ici.

Non, ce qui est choquant et révoltant, c'est que tous les travailleurs ne puissent avoir un niveau de vie décent.

Les défenseurs et les chantres de l'ordre bourgeois, toute une fraction de petits-bourgeois aisés (et possédants) considèrent que les salariés doivent rester à leur place, c'est à dire parmi les pauvres. Les travailleurs de la fonction publique n'ont aucun compte et aucune justification morale à présenter à ces gens là. Et ils n'ont pas à se sentir «gênés» de se défendre. Inversement, il n'y a aucune raison pour que des travailleurs qui ont de bien meilleurs salaires que les autres considèrent qu'ils ne font pas partie de la même classe que tous les travailleurs. Les menaces actuelles du gouvernement, en tous cas, le leur rappellent.

C'est à tous les travailleurs que le gouvernement s'attaque. Restrictions budgétaires, austérité, licenciements, baisses de salaire quelle que soit la catégorie à laquelle nous appartenons, nous travailleurs, nous sommes tous concernés. Et il nous faudra réagir en mettant toutes nos forces dans les batailles qui viennent.

Suite p 3

GUADELOUPE FIN DE LA GREVE A L'HOPITAL



Un accord a été signé le 19 octobre entre les syndicats et la direction de l'hôpital. Cet accord stipule que :
Considérant que le Personnel du

Centre Hospitalier Régional de P/A/P/ Abymes et les Syndicats UTS-UGTG et CGTG ne reconnaissent en aucune sorte la validité du concours externe d'ad-

joint des cadres du 20.06.84

- Considérant leur position clairement affirmée d'empêcher tout effet du-dit concours en Guadeloupe et de la nomination qui s'en est suivie.

- Considérant la nécessité vitale de rétablir le fonctionnement normal du Centre Hospitalier Régional de P/A/P Abymes dans l'intérêt supérieur des malades qui lui sont confiés, de la population toute entière et de l'Etablissement lui-même.

I - LA DIRECTION S'ENGAGE

1) A ne pas donner effet en Guadeloupe au résultat du-dit concours.

2) A recruter un agent contractuel sur le poste en question jusqu'à sa mise en concours interne.

3) A tout mettre en oeuvre en ce qui la concerne pour l'organisation immédiate et en tout cas avant décembre 1985 d'un concours interne pour au moins deux postes d'ajoints des cadres hospitaliers.

Les options seront soumises pour avis au Comité Technique Paritaire. Une formation préalable appropriée sera organisée.

II - LE PERSONNEL ET LES SYNDICATS UTS-UGTG/CGTG S'ENGAGENT pour leur part, sur la base de cet accord, à reprendre le travail.

Le non respect, par l'une ou l'autre des parties, de ses engagements respectifs, en porterait son entière responsabilité.

Suite p 2

A PROPOS DU BUDGET DES DOM 1985

Quand la presse a parlé du budget des DOM, elle a mis en évidence une progression de 12,3 % par rapport à 1984. Ce qui est supérieur à l'augmentation du budget général en France. Mais cette présentation des choses est fautive, le budget dont la presse a parlé ne représente qu'une faible partie de l'ensemble des dépenses effectuées dans les DOM. Le reste des dépenses se fait par les ministères «techniques» (équipement, santé, éducation, etc...)

Alors que le budget propre du secrétariat des DOM passe de 1 milliard 219 millions pour 1984 à 1 milliard 369 millions, le budget des ministères techniques passera lui de 15,64 milliards de francs à 15,84 milliards de francs. La progression sera donc de 1,12 %, ce qui est très inférieur à l'augmentation générale du budget en France. Compte tenu de l'inflation, on peut dire qu'il y a un recul dans l'engagement des dépenses publiques. Cela veut dire pour les travailleurs l'accroissement

des difficultés dans tous les services publics, pour ceux qui travaillent dans ces services, comme pour ceux qui les utilisent. De nombreux auxiliaires, vacataires, non titulaires etc. sont déjà licenciés, et d'autres continueront de l'être. Dans les PTT comme dans les hôpitaux, il faudra faire le même travail, mais avec moins de gens.

Même la petite et ridicule somme consacrée aux chantiers de chômage a diminué de plus de moitié, le FIDOM 85 (Fonds d'Investissements des DOM) qui était déjà en régression ces deux dernières années, sera tout juste maintenu.

On apprend aussi qu'une partie des réserves de l'Institut d'émissions des DOM qui normalement aurait dû être affectée au logement, ne le sera plus, mais au contraire, un prélèvement sera opéré au profit du budget général. On comprend alors pourquoi Mr Lemoine, ministre des DOM envisage de ponctionner les salaires des fonctionnaires

pour affecter les sommes ainsi rackétées à une catégorie de travailleurs, en remplacement de ce que l'état ne veut plus verser au logement.

Il est vrai que l'Etat ne peut pas être généreux avec les grands capitalistes et être soucieux d'investir dans les dépenses publiques nécessaires à la vie de la population.

En réalité, ce gouvernement organise la rigueur et l'austérité, par tous les moyens, contre les travailleurs. Et lorsqu'il fait un grand tapage sur la charité qu'il veut organiser pour les pauvres, plutôt pour une infime minorité de pauvres, lorsqu'il veut s'en prendre aux fonctionnaires, il avertit tous les travailleurs que les attaques contre eux vont désormais se faire plus directes et plus dures. Ces soi-disant socialistes au gouvernement, ne peuvent pas servir les capitalistes, et être au service des travailleurs. Il y a longtemps qu'ils ont choisi leur camp : celui de la défense de l'ordre bourgeois.

DOSSIER: LA REPRISE ECONOMIQUE AUX USA

Cette année, on a beaucoup parlé de « reprise économique », particulièrement aux Etats-Unis.

Les experts et journalistes bourgeois s'extasiaient devant la « croissance » de l'économie américaine. A les entendre, le monde serait en passe de sortir de la crise. Et Reagan, lui-même de déclarer devant la 39e assemblée du fonds monétaire international et de la banque mondiale : « nous ne voulons pas d'un monde dans lequel certaines nations vont de l'avant alors que d'autres reculent. Nous voulons un monde dans lequel tout le monde progresse ensemble. Et nous pouvons tous progresser si nos gouvernements renoncent à des dépenses qui n'ont pas besoin d'être faites... et en prélevant moins sur les revenus des gens qui travaillent. Laissons les semer les grains de la richesse et nous verrons de multiples petits rêves se réaliser pour accomplir les souhaits de l'humanité ».

Reagan tient à apparaître comme quelqu'un qui se préoccupe du sort du monde - Elections présidentielles obligent.

Mais, dans les faits, c'est le contraire qui se passe. « La reprise » Américaine se traduit plutôt par un appauvrissement du reste du monde, le racket sur « les revenus de ceux qui travaillent », le chômage. Et même aux USA, la fameuse reprise est un leurre. La crise demeure, malgré certaines données dont se satisfont les commentateurs de la presse bourgeoise.

QUELLE REPRISE ?

Certes, l'inflation est passée de 12,4 % (81) à 3,8 % (83) pour s'établir à 4,2 % en début 84, aux USA. Le produit national brut est passé d'une augmentation de 4 % en 83, à 9 % au premier trimestre 84. Quant au chômage, il passe de 10,7 % en décembre 82, à 7,5 % en juillet 84.

Ces chiffres sont réels. Mais en regardant de plus près, on s'aperçoit que ni la baisse de l'inflation, ni la réduction du chômage ne sont les signes d'une franche reprise de l'activité économique, et d'une nette augmentation de la production.

Par exemple, ce n'est pas tellement la production industrielle qui est la cause de la réduction du chômage. Les grands secteurs productifs comme l'industrie et le bâtiment n'ont pas recréé tous les emplois perdus depuis 1979 où on note une perte de 1,5 millions d'emplois. La masse des nouveaux emplois a été créée dans les services, ou le petit commerce. On observe en effet aux USA, la création d'une série de « petits boulots » créée par l'état ou sous



son égide. Cela va du laveur de vitres au porteur de bagages, à l'employé de « fast food ». On assiste aussi au développement des emplois d'animateur, de moniteurs de sport, gardiens, concierges, employés de Bureau. Ces « petits jobs » sont généralement sous-payés, en tous cas, moins payés que dans le secteur industriel. Ce sont souvent d'ailleurs des emplois à mi-temps. Bref c'est un peu ce que Fabius cherche à offrir aujourd'hui en France aux chômeurs et aux jeunes.

Cela, le gouvernement américain peut le faire avec l'argent de l'état, en préservant donc les grands trusts capitalistes de l'industrie privée d'une embauche excessive qui porterait atteinte à leurs profits. Comme le dit un spécialiste de l'économie américaine pourtant ni de gauche, ni d'extrême-gauche : « Sous les dehors d'une économie florissante, s'opère un changement fondamental du marché du travail : la poursuite de la désindustrialisation et le démantèlement des emplois à hauts salaires au profit de jobs sous-payés dans le secteur des services ».

Et Reagan de répondre à tout cela : « a job is a job » (un travail est un travail) !!

Passées les élections, la démagogie de Reagan montrera encore plus son vrai visage. Car il faudra probablement s'attendre à une augmentation des impôts et des taxes pour financer le défi-

cit budgétaire énorme de l'Etat. Cela contribuera à pressurer encore plus la population.

La fameuse reprise est d'ailleurs considérée depuis quelques semaines de façon un peu plus sceptique, même par des commentateurs plutôt portés à être admiratifs du Reaganisme. En réalité, à aucun moment, les capitalistes américains n'ont eu assez confiance dans la reprise pour investir dans le secteur productif. De grandes branches industrielles qui ont subi des reculs importants depuis le début de la crise, n'ont pas retrouvé le niveau ancien. Alors qu'on parle de diminution générale du chômage, on envisage par exemple que dans les deux ans, l'automobile pourrait perdre entre 60 000 et 120 000 emplois.

La relance économique aurait créé 4 millions d'emplois depuis un an. Mais la moitié de ces emplois sont dans le tertiaire (services, commerce, etc...)

Que les épargnants aient gagné de l'argent du fait des taux d'intérêts importants servis par les comptes épargne des banques, c'est certain.

Que les dollars affluent aux Etats Unis toujours à cause d'un taux bancaire élevé, et à cause d'une relative sécurité dans la première puissance mondiale, c'est certain.

Mais tout cela ne signifie pas qu'aux USA, on soit en train de sortir de la crise. Les alertes successives sur différen-

tes banques, ont failli tourner à deux reprises à la catastrophe. Les USA ont beau être puissants, ils sont aujourd'hui liés à des pays pauvres qui se sont énormément endettés pour acheter des biens de consommation et d'équipement.

Les envolées successives du dollar ont leur revers, les taux d'intérêts liés à ce phénomène ne favorisent pas l'investissement industriel. La forte montée du dollar aggrave le déficit du commerce extérieur (les marchandises des autres pays se vendent mieux que celles des USA). L'exemple connu de ce phénomène est l'exportation de voitures japonaises aux USA. 2 100 000 unités exportées en 1982, et 2 234 000 exportées aux USA en 1983.

Aujourd'hui, 26 % du marché américain automobile est fourni par l'importation. Pour l'acier, depuis le début de 84, l'importation représente 26 % du marché américain. Et la production américaine d'acier recommence de stagner.

Dans ce tableau d'ensemble de la reprise, les couleurs ne sont pas riantes. Du côté de la population laborieuse, il y a 8 millions de personnes au chômage, 34 millions de pauvres officiellement recensés, les programmes sociaux ont été profondément réduits.

C'est toute la politique économique de l'état américain qui est dirigée contre les travailleurs. Le déficit colossal du budget (200 milliards de dollars), le soutien aux banques, le « sauvetage » permanent du système bancaire menacé par l'endettement, entraînent une augmentation de l'imposition des classes laborieuses.

Alors, quand on parle de reprise aux Etats Unis, quand Reagan bombe le torse pour vanter la puissance des Etats-Unis, il n'est pas sûr du tout que les travailleurs eux se croient les bénéficiaires de la richesse américaine.

La principale puissance du globe attire à elle une masse de capitaux. Une partie se place bien sûr dans certains secteurs secondaires, mais une bonne partie constitue une masse de capitaux usuraires qui recherchent un profit sans même s'investir dans la production. Le capitalisme est tellement déclinant que l'usurier remplace l'investisseur et que les puissants Etats-Unis se font les gardiens de l'argent improductif.

La prétendue reprise économique loin de provoquer une reprise dans le monde, ne fait qu'aggraver la situation économique des autres pays, non seulement des pays pauvres, mais aussi celle d'autres pays développés, et c'est bien aussi cela qui montre à quel point la reprise américaine est éphémère et artificielle.

Guadeloupe : FIN DE LA GREVE A L'HOPITAL DE POINTE-A-PITRE

SUITE DE LA PAGE 1

Finallement, après cette longue grève d'un mois, où l'enjeu n'était pas matériel mais moral, les travailleurs ont fait reculer la direction de l'hôpital.

Beaucoup de commentateurs ont mis l'accent sur la longueur du conflit et le fait qu'il s'agit d'un hôpital, et leurs commentaires constituaient en somme des reproches aux travailleurs et non à l'administration.

Cela veut dire que si les patrons des travailleurs d'un hôpital font durer un conflit, ceux-ci n'auraient qu'à s'incliner et reprendre le travail.

De la même façon, la campagne orchestrée contre les grévistes pour faire d'eux des gens qui menaient une lutte xénophobe, anti-martiniquaise, avaient aussi un caractère anti-grévistes. Journalistes, sous-préfet et politiciens, se sont donné la main pour amener l'opinion publique contre des travailleurs qui avaient un motif de se battre. Et dans cette affaire là, beaucoup d'entre ces

commentateurs ont tordu les faits pour arranger leur thèse. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'ils procèdent ainsi. C'est normal ! Il faut que les travailleurs sachent que plus leur luttes seront dures, plus elles contesteront les autorités en place, et le droit divin de toutes sortes de patrons de décider du sort des travailleurs, et plus ils auront contre eux tout un tas de gens de ce type. Si tous ceux qui ont parlé et écrit sur la grève avaient eu un minimum d'honnêteté concernant cette lutte des travailleurs, ils auraient pu faire les remarques suivantes :

- Premièrement : la grève a été déclenchée par les travailleurs du service administratif eux-mêmes. Ils ont considéré que le fameux concours externe avait quelque chose d'irrégulier, et écartait la possibilité d'embaucher des travailleurs qui étaient déjà sur place. Depuis longtemps, les syndicats avaient pris positions contre l'organisation de

tels concours externes. Les travailleurs s'étaient laissés convaincre d'accepter ce concours externe, pensant que cela allait régulariser la situation de l'un d'entre eux. Mais en réalité, la direction avait « son » candidat !

Deuxièmement, ce n'est qu'après le début de la grève que les travailleurs ont fait appel à l'UTS et à la CGT, puis à l'ensemble des travailleurs de l'hôpital.

Troisièmement, pour permettre à l'opinion de mieux juger, nos commentateurs auraient pu faire remarquer que c'est l'autorité qui avait organisé le concours qui a été chargée par le préfet de vérifier s'il y avait eu des irrégularités ! Le résultat de l'enquête ne pouvait que lui donner entière satisfaction !

Quatrièmement, le Conseil d'administration de l'hôpital a considéré lui aussi qu'il y avait irrégularités. Cinquièmement, quand au Monsieur Hugodot qui à la langue si bien pendue, et qui ne

se prive pas de faire des déclarations méprisantes envers les guadeloupéens, les journalistes et commentateurs de toutes sortes auraient pu lui faire remarquer que c'est le préfet, Saborin, le premier qui a suggéré de ne pas nommer le candidat Martiniquais ! Alors, s'il y a racisme, le racisme part de là.

Alors pourquoi messieurs les commentateurs de toutes sortes n'ont-ils pas fait toutes ces observations, avaient-ils un bandeau sur les yeux ou un bœuf sur la langue ?

Aujourd'hui, la direction a reculé dans l'hôpital, mais les travailleurs doivent savoir que les autorités en place reviendront à la charge. Ils devront encore probablement se battre, mais la meilleure position serait d'opposer à ces autorités l'ensemble des revendications de l'ensemble du personnel.

E.D.F. : GUADELOUPE : QUAND CADRES ET HAUTS RESPONSABLES

FONT PORTER LE CHAPEAU AUX TRAVAILLEURS

Les 11 août dernier à l'heure de pointe, les agents de quart procédaient à la mise en marche des différents groupes de la centrale de Jarry Sud.

Au moment de la mise en route du groupe PC3D24, le rondier de service sur cette tranche fit les manœuvres habituelles, et demanda au chef de bloc en salle de commande Jarry II de lancer le cycle de mise en marche de ce groupe qui se fait en automatique. Le groupe démarra et monta lentement en vitesse jusqu'à 350 tours/minute, puis brusquement partit en survitesse. Et en dépit de toutes les manœuvres du chef de bloc pour faire jouer les protections

mécaniques et électriques prévues dans ce cas, rien n'y fit, et le rondier dut fermer l'arrivée de combustible du groupe pour le stopper.

Résultat de cet incident, l'arbre manivelle se détériora.

Suite à cela le chef de quart et le chef de bloc durent faire chacun un rapport à partir des éléments recueillis auprès du rondier. Le lendemain une expertise eut lieu, et le chef de la centrale demanda séparément au chef de quart et au chef de bloc de dresser à nouveau un rapport façon pour celui-là de vérifier que tous les deux disaient la même chose.

Méthode pour le moins policière. Finalement le rondier, le chef de bloc, le chef de quart se retrouvèrent tous les trois avec un blâme avec inscription au dossier.

En réalité l'incident avait été provoqué par le fait que le rondier avait utilisé une méthode connue de tous, le chef de la centrale, et les ingénieurs, laquelle consiste à donner du cran au groupe en calant le levier des crémaillères.

La veille, ce même chef de bloc avec un des rondiers concernés avaient fait une demande de travaux, précisant qu'il était impossible de donner du cran

au groupe et qu'il fallait procéder à la réparation du levier des crémaillères.

Comme d'habitude les cadres responsables n'en ont tenu aucun compte. Mais si cette réparation avait été faite il n'y aurait pas eu cet incident pour lequel trois travailleurs ont été sanctionnés et qui coûtera quelques centaines de millions à l'Entreprise. De plus l'un des rondiers est en stage statutaire, il risque de voir son emploi menacé par ce blâme.

En attendant les vrais responsables, à savoir les cadres qui n'ont rien fait pour réparer à temps ne sont eux, pas sanctionnés. Cela les travailleurs de l'EDF-Guadeloupe n'ont pas manqué de le remarquer.

IRFA : LE DIRECTEUR VEUT LICENCIER 11 TRAVAILLEURS

Au mois de juin dernier, la direction de l'IRFA (institut de recherches sur les fruits et agrumes) situé à Neuf-Château, à Capesterre B/E, demandait son accord au comité d'entreprise pour le licenciement de 11 travailleurs sur les 65 que compte actuellement le centre. Le prétexte invoqué étant l'obligation de laisser tomber le secteur exploitation banane puisque la société ne pourrait plus disposer des terres plantées en banane, le propriétaire de celles-ci refusant de renouveler le bail à l'IRFA.

Les représentants du personnel au comité d'entreprise ont voté contre la décision de la direction. A signaler que c'est seulement quand il a besoin de licencier les travailleurs que le directeur réunit le comité d'entreprise. Le

directeur s'est alors adressé à l'inspecteur du travail, qui après plusieurs visites au centre a finalement donné son accord. Les licenciements doivent intervenir à compter du 31 octobre. Parmi les travailleurs concernés, la plupart ont entre 7 et 12 ans de présence dans l'entreprise, un seul délégué suppléant du personnel a 2 ans d'ancienneté.

En fait, les travailleurs licenciés ne font pas partie du seul secteur banane. Certains sont de la pépinière, d'autres des ananas. De plus il semble que c'est la direction qui a décidé d'elle-même de ne pas renouveler le contrat de location des terres plantées en banane.

Le personnel de l'IRFA n'a pas dit son dernier mot. Et accord de l'inspecteur du travail ou pas, il n'est pas dit que ces licenciements passeront.

Pointe-à-Pitre : Succès de la grève des employés des Ets Victorius !

Les employés des établissements Victorius à Pointe-à-Pitre ont organisé un mouvement de grève lundi 22 et mardi 23 octobre. Ils protestaient contre le fait que Mme Victorius, qui a repris l'affaire depuis la mort de son mari, avait décidé sans les consulter, de changer l'affectation de deux d'entre eux. Ainsi une caissière ayant 29 ans de service se retrouvait dactylographe, une autre s'occupant de la facturation depuis 10 ans devenait fichiste.

De plus Mme Victorius voulait amputer de 1000 francs le salaire du responsable commercial.

C'en était trop : les travailleurs ont décidé d'agir. Leur action a payé, car la patronne qui au départ ne voulait absolument pas négocier, accepta de le faire dès le second jour de grève, quand elle se rendit compte de la détermina-

tion des employés à aller le plus loin possible. Au cours de la négociation elle revenait sur les deux changements de poste ainsi que sur les 1000 francs qu'elle entendait prélever sur le salaire du responsable commercial. Elle accepta également de payer, à la demande des employés, les deux jours de grève. La seule revendication qui ne fut pas satisfaite, c'est la mise en place d'un comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (C.H.S.C.T.). Mais les employés jugeant que sur l'essentiel ils avaient obtenu gain de cause décidèrent d'arrêter leur grève et de reprendre le travail mercredi 24 au matin.

Cependant ils sont conscients que tôt ou tard ils devront reprendre le chemin de la lutte pour les salaires, le respect de la législation, l'amélioration des conditions de travail.

Guadeloupe : QUAND MOUNIEN S'EN PREND VIOLEMMENT AU MASU ET AU GRS

Dans une émission de radio «Tambou» vendredi dernier, Rosan Mounien, dirigeant de l'UGTG s'en est pris violemment au Mouvement d'action syndicale unifié (MASU) ainsi qu'au groupe révolution socialiste (GRS). Le MASU a été traité par Mounien comme un syndicat sans grande importance, «satellite du GRS». Quant au GRS, il s'agit d'un groupe «trotskiste» de quelques militants «Ki pas ka fouté on med'e, et ki kon mouche à vè ki ka rentré en comba a moun'e ki ka goumé» Enfin Mounien retrouvant un ton ou celui de son courant politique d'il y a quelques années n'a pas été économe de qualificatifs injurieux et méprisants à l'encontre du MASU et du GRS.

Pourquoi une telle hargne de Mounien et de l'UGTG contre les dirigeants du MASU et du GRS ?

Tout simplement parce que ces deux organisations ont publié chacune un communiqué dans lesquels elles accusent la direction de l'UTS d'avoir eu une attitude Xénophobe dans le conflit du centre hospitalier.

A entendre Mounien le GRS et le MASU n'avaient aucunement le droit de dire leur opinion sur une grève qui somme toute concernait tout le monde, et encore moins sur l'attitude et la conduite de ceux qui la dirigeaient.

N'en déplaise à Mounien, nous pensons que c'est un droit qu'ont toutes les organisations anti-colonialistes de donner leur point de vue sur un mouvement de grève, une question en discussion etc. Que Mounien ne soit pas d'accord avec le G.R.S. et le M.A.S.U. c'est aussi son droit ! Dans ce cas il aurait pu

donner son point de vue sur les communiqués du MASU et du GRS, répondre par des arguments aux accusations de ces deux organisations.

Notre tendance par exemple a réfuté les accusations de xénophobie portées contre les grévistes en insistant sur le fait que l'essentiel de la grève n'était pas là. Mais prendre prétexte, comme l'a fait Mounien des critiques du MASU et du GRS pour s'en prendre à eux en des propos injurieux c'est faire preuve d'un état d'esprit sectaire et profondément anti-démocratique que l'on eût pu croire dépassé, ou en tout cas gommé par des actions communes menées récemment. Il est un proverbe qui dit «chassez le naturel, il revient au galop». Le naturel du courant politique auquel appartient le syndicat UGTG est

fait de sectarisme et de comportement anti-démocratique. L'attitude sectaire et anti-démocratique du courant UPLG auquel est lié l'UGTG est inhérente à sa nature de classe. L'UPLG est une organisation qui fondamentalement défend un idéal bourgeois. Makouke lui-même déclarait récemment à R.C.I. que la Guadeloupe devrait passer par une phase capitaliste. La bourgeoisie aspire à diriger seule à l'exclusion de toutes les autres classes sociales. Voilà pourquoi l'UPLG, qui défend une conception bourgeoise de l'indépendance ne peut souffrir que d'autres organisations existent et aient une opinion contraire à la sienne. En tout cas c'est ce qu'illustrent avec éclat et la hargne de Mounien et ses propos injurieux contre le MASU et le GRS.

A PROPOS DES 40 % : LES VERITABLES PRIVILEGES NE SONT PAS VISES

Après Dijoud, l'ancien secrétaire d'Etat aux DOM de Giscard d'Estaing, c'est au tour de Georges Lemoine ministre socialiste de convoiter les 40 % de vie chère des fonctionnaires. Pour l'actuel secrétaire d'Etat aux colonies, il s'agirait de prélever une partie de cette indemnité de 40 %, et de la consacrer à la relance de l'habitat. Et ce dans le but de supprimer certaines inégalités.

C'est à croire que les classes possédantes des DOM, les gros de l'Import-Export, les gros propriétaires terriens de Guadeloupe et de Martinique font partie des déshérités. Et les richesses produites par les 200 000 travailleurs des deux îles de Guadeloupe et de Martinique, qui suent à longueur d'années sont peut être entre les mains des fonctionnaires ou dans leur coffre-fort ?

En fait, le gouvernement socialiste cherche à diviser les travailleurs, à leur monter la tête contre une catégorie de la population qui bien sûr ne fait pas

partie des plus dévalorisés, mais qui n'est pas, loin s'en faut, les plus nantis.

Et les cadres supérieurs du privé, et les membres des professions libérales et surtout les gros capitalistes, les grands propriétaires terriens ? De plus certaines catégories de fonctionnaires ne perçoivent pas des salaires tellement supérieurs à ceux des travailleurs des autres secteurs. Et toucher à leur indemnité de 40 % reviendrait tout simplement à diminuer leur salaire.

Bien sûr, il n'est pas question que les travailleurs se mobilisent pour défendre les 40 % de fonctionnaires, mais ils n'ont pas non plus à se faire les complices d'un gouvernement qui ne défend en rien leurs intérêts, et qui est plutôt soucieux de défendre les intérêts des classes possédantes, en l'occurrence les gros propriétaires terriens, les sociétés d'Import-Export.

Les travailleurs doivent se battre pour avoir de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

Pointe-à-Pitre : Ets Célini : la direction recule

Après environ une semaine de grève, les employés des établissements Célini ont eu gain de cause.

La direction de cette entreprise a fini par accepter d'organiser, comme le réclamaient les grévistes, les élections des délégués du personnel.

Il faut rappeler que lors d'une première action de grève, la direction en avait admis le principe puis avait fait marche arrière en demandant aux employés de lui accorder un délai de 45 jours.

C'est cette attitude, que les employés jugeaient tout à fait méprisante qui a fait redémarrer le mouvement de grève. Lors de ce second mouvement la détermination des employés fut tellement grande que la direction dut céder.

Les employés de Célini ont maintenant conscience que c'est la lutte qui paie. Il y a fort à parier qu'ils ne l'oublieront pas de sitôt.

Suite de l'éditorial

Ne nous laissons surtout pas diviser par des gens qui n'ont absolument pas comme objectif la défense de nos intérêts. Nous devons comprendre aussi que nous battons en ordre dispersé, catégorie par catégorie, entreprise par entreprise, cela ne fera reculer ni l'Etat-patron ni les patrons.

Aujourd'hui, les syndicats, les organisations ouvrières, agissent chacun de leur côté. Si nous travailleurs, conscients de nos intérêts, conscients de la nécessité d'unifier nos luttes ne nous mettons pas d'accord

entre nous, nous ne pourrions pas faire reculer nos exploités. Quelle que soit notre appartenance politique ou syndicale, et quoi qu'en pensent les états majors syndicaux ou politiques, c'est à nous de définir ce qu'il y a à faire, pour nous opposer à l'offensive de l'Etat bourgeois et de ses patrons.

IL Y A UN AN A GRENADÉ, L'ASSASSINAT DE BISHOP ET L'INTERVENTION AMERICAINE

Il y a un an le Premier Ministre de la Grenade, Maurice Bishop, était assassiné par des militaires grenadiens, dirigés par le premier ministre de l'île, Bernard Coard. Une semaine après, l'armée américaine intervenait à Grenade pour replacer sous la domination de l'impérialisme américain cette île qui pendant quatre ans s'en était tenue à l'écart.

Maurice Bishop avait accédé au pouvoir à Grenade en 1979. L'île vivait alors depuis 28 ans sous la dictature d'Eric Gairy, un chef d'Etat lié à l'impérialisme américain. Les riches américains étaient les seigneurs de la Grenade et la bourgeoisie grenadienne, et Gairy lui-même avaient accumulé de grandes richesses sur le dos de la population qui elle vivait dans la misère. Manque d'hygiène, analphabétisme, étaient le lot commun des pauvres de Grenade.

Maurice Bishop, un jeune avocat dirigeant du Parti Politique le «New Jewel Mouvement», créé dans l'émigration aux Etats Unis, prit le pouvoir par un coup d'état réalisé par une douzaine de personnes. Le pourrissement extrême du régime de Gairy facilita l'entreprise, qui se fit sans grande effusion de sang.

La population grenadienne n'avait

pas participé directement au renversement de la dictature de Gairy, mais elle accueillit avec espoir le nouveau régime. D'ailleurs, il semble que Bishop, durant les quatre ans qu'il est resté au pouvoir, n'a pas déçu les espoirs que la population pauvre avait pu mettre en lui et son régime : il a concentré ses efforts importants sur l'alphabétisation, la gratuité de l'éducation et de la santé.

Mais, si ce régime était de caractère plus démocratique, qu'à l'époque de la dictature de Gairy, la population, qui

n'avait pas participé à la prise du pouvoir, ne contrôlait pas non plus les décisions ni le fonctionnement du gouvernement. Bishop n'avait pas touché à l'organisation de l'Etat. Chassant Gairy du pouvoir, il n'avait fait qu'en changer les membres. Il n'avait pas non plus touché à l'armée.

Or au mois d'octobre 1983, c'est le chef de cette même armée, le général Austin, qui organisa le coup d'état au cours duquel Bishop fut assassiné. A l'époque, la presse a beaucoup insisté sur le fait que Austin était lié à Bernard Coard, un homme politique qui aurait été très proche de l'Union Soviétique, alors que Bishop souhaitait mener sa propre politique. D'autres ont pensé que Coard était au service de l'impéria-

lisme américain. Mais que Coard ait été manipulé par l'est, ou par l'ouest, ou ait agi pour son propre compte, il demeure que des tensions existaient entre les deux hommes politiques, le premier ministre et le vice-premier ministre, et c'est l'armée qui a arbitré le différent : Et bien que Bishop ait bénéficié du soutien moral et actif d'une grande partie de la population, il s'est trouvé impuissant face aux militaires dirigés par Austin. L'armée prit alors le pouvoir.

Une semaine après l'assassinat de Bishop, les USA intervenaient à Grenade. Profitant de l'état de commotion dans lequel se trouvait la population après le coup d'état militaire, l'armée américaine débarqua à Grenade pour y rétablir l'ordre de l'impérialisme. Il lui fallut tout de même 6 000 hommes sur terre et 10 000 dans les bateaux de guerre, un semaine de combat, la mort de dizaines d'hommes, pour que l'armée américaine ne vienne à bout de la résistance des grenadiens.

Actuellement, l'impérialisme américain maintient sa domination sur la Grenade, et avec l'appui de la bourgeoisie grenadienne, qui est certainement la

seule partie de la population à l'avoir reçu avec soulagement, il a organisé des élections, qui devraient avoir lieu dans peu de temps. Et à l'occasion des élections, on a même vu réapparaître l'ancien dictateur Gairy, qui a créé un parti chrétien-social-démocrate.

Kenrick Radix, qui a soutenu Bishop jusqu'au bout, a aussi créé un parti le Nouveau Mouvement Patriotique Maurice Bishop. Mais reprendre le pouvoir par des élections organisées sous la domination directe des USA semble bien improbable.

La population grenadienne en est donc revenue au point de départ. Mais à aucun moment elle n'a eu les moyens réels de défendre ses propres intérêts. Désarmée, ne contrôlant pas ce qui se passait à l'intérieur du régime que pourtant, elle soutenait, elle fut à la merci de l'armée de métier et les manifestations de résistance au coup d'état de Coard Austin ne pouvaient être que des actes désespérés, de même que la résistance face à l'intervention américaine.

Si la population grenadienne avait elle même contrôlé le pouvoir dès 1979 si elle avait elle même défendu par les armes un pouvoir qui aurait été le sien, sans s'en remettre à une armée placée en dehors d'elle, tout laisse à penser que la tragédie de Grenade n'aurait pas eu lieu.

Après la baisse de Tarif d'Air Afrique ENCORE UN «CRI D'ALARME» DES HOTELIERS DES ANTILLES

La compagnie aérienne Air Afrique a baissé considérablement ses prix au départ de la France, et le journal France-Antilles s'indigne, ou se fait l'écho des protestations des hôteliers de Guadeloupe qui craignent fort de voir s'évoler vers les plages africaines un bon nombre de touristes qu'ils auraient volontiers accueillis sur les plages privées de leurs propres hôtels.

Depuis quelque temps déjà, ces hôteliers se plaignent des tarifs élevés pratiqués par la compagnie Air-France, qui a le monopole des vols sur la Guadeloupe au départ de la France. Mais à présent, voilà que la compagnie Air-Afrique baisse ses prix au point de rendre le voyage Paris-Dakar ou Paris-Abidjan moins cher que le trajet Paris-Pointe-à-Pitre !

Alors France Antilles nous invite à

pleurer sur le sort des hôteliers, des organisateurs de voyages et autres capitalistes du tourisme. Ceux-ci ont déjà fait beaucoup de tapage autour de leurs «difficultés», saisissant toute occasion pour fermer leurs hôtels pendant plusieurs mois en basse-saison, laissant comme dans le cas du Méridien, une grande partie du paiement des salaires à la charge de l'Etat, ou encore pour réclamer différentes aides.

Cette baisse des tarifs d'Air Afrique leur fournit un argument de choix pour continuer dans cette voie et tâcher de récupérer quelque chose au passage.

Quant à la population de la Guadeloupe, elle profite finalement peu du tourisme tel qu'il se pratique actuellement. Les touristes dès l'arrivée sont transportés dans les hôtels dont l'approvisionnement est fait en grande par-

tie directement en France.

Ces touristes sont proménés à travers la Guadeloupe dans les excursions organisées par les hôtels eux-mêmes, ou en liaison avec des entreprises spécialisées, avant d'être reconduits à l'hôtel où ils trouveront tout ce dont ils ont besoin, y compris l'artisanat «local» !

Ces touristes peuvent constituer une clientèle pour un certain nombre de restaurateurs guadeloupéens, mais les nombreux petits restaurants ouverts dans les communes «touristiques» ne reçoivent qu'une faible part de ce que dépensent les touristes. Et les emplois créés par «l'industrie touristique» ne sont pas très sûrs, comme le montre la fermeture, dans les années passées, des hôtels Copatel et Alizés et les fermetures temporaires, avec renvoi des

employés intérimaires, du Méridien, Holiday-Inn.

De plus, le tourisme est une activité soumise à beaucoup d'aléas, puisqu'elle peut croître ou décliner en fonction des prix pratiqués par des compagnies aériennes étrangères, mais aussi de bien d'autres facteurs plus décisifs, tels la baisse du niveau de vie due à la crise économique. Vouloir centrer l'activité économique de la Guadeloupe sur le tourisme n'est donc pas une solution très sûre, si on considère les intérêts de la population. Quant aux capitalistes de l'industrie hôtelière, ils tirent par divers moyens un maximum de cette activité, mais n'hésitent pas à fermer leur hôtel pour aller investir dans d'autres secteurs lorsqu'au bout d'un certain nombre d'années, ils ont plus de frais et des profits moins importants.

Angleterre :

RENCONTRE MITTERRAND - THATCHER deux étiquettes pour une même politique

François Mitterrand, le président de la République Française est en visite, pour une durée de quatre jours chez la reine d'Angleterre. Il y a plusieurs décennies, ces deux puissances se partageaient la planète, ou se faisaient la guerre pour se la partager. L'Angleterre était alors la première puissance mondiale, ses possessions s'étendaient sur toute la planète. «Le soleil ne se couchait jamais sur le royaume d'Angleterre» disait Lénine pour montrer l'immensité de l'empire colonial anglais. Ou encore que «chaque citoyen Anglais avait à sa disposition 5 esclaves coloniaux». Et la France venait en seconde position pour le partage du monde.

Aujourd'hui ces temps sont bien loin. Devenues des puissances de seconde zone, la France et l'Angleterre se démentent contre les effets de la crise, Thatcher en s'en prenant délibérément au niveau de vie des travailleurs anglais. C'est ainsi que depuis plus de huit mois, les mineurs anglais sont en grève contre la décision du gouvernement de licencier des milliers d'entre eux. Il y a actuellement près de 3 millions de chômeurs dans le pays de la reine d'Angleterre.

François Mitterrand, par contre, tout socialiste qu'il se prétend, mène la même politique que le politicien conservateur donc de droite qu'est Margaret Thatcher. Licenciements dans l'acier, chez Creusot Loire, dans l'automobile, plus de 2 millions et demi de chômeurs et une attaque en règle contre le niveau de vie et les conditions de travail

de ceux qui ne sont pas au chômage.

Ce qui est valable pour la France l'est pour sa voisine d'outre-manche. Pas étonnant alors qu'ils se rencontrent, discutent et se mettent d'accord pour continuer leur politique : faire la guerre aux travailleurs pour la défense des intérêts de leurs chefs, les capitalistes français et anglais.

Le cinéaste François Truffaut est mort

François Truffaut est mort, et cette mort ne touchera pas que ses proches. Car d'une certaine façon, un cinéaste qui présentait si bien les gens, avec leurs problèmes, leurs sentiments, était devenu proche pour beaucoup de spectateurs de ses films. Qu'il s'agisse d'un regard posé sur un jeune garçon dans «les 400 coups», des histoires d'amour racontées dans beaucoup de ses films. (La

sirène du Mississippi. La mariée était en noir, Jules et Jim, La femme d'à côté) ou des problèmes d'un adolescent qui devient adulte, ou la patience d'un éducateur, son humanité envers «l'enfant sauvage» ! Truffaut posait toujours un regard tendre et quelquefois amusé sur ses semblables. Et sa disparition est celle de quelqu'un envers qui on ressent une sorte d'affection.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
G. BEAUJOUR
Adresser

toute correspondance
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728